



Déclaration Monnaie Pleine à l'Assemblée générale de la BNS du 29 avril 2016

Dr. oec. Reinhold Harringer (Membre du Comité d'initiative Monnaie Pleine)

Monsieur le Président, chers actionnaires,

Mon nom est Reinhold Harringer. Je suis actionnaire de la BNS depuis quelques années et le succès de notre Banque nationale me tient à cœur, comme c'est le cas de tous ceux qui sont dans cette salle. Je suis en même temps porte-parole de l'initiative Monnaie Pleine. Aussi, je voudrais vous montrer en quoi le système de la monnaie pleine serait avantageux pour notre institution et pour notre pays.

Nous remercions la direction de l'organisation de nous avoir accordé environ 10 minutes pour présenter ici nos revendications. Cela nous semble être une décision raisonnable, car avec l'initiative Monnaie Pleine il en va après tout d'une proposition qui touchera et améliorera directement le statut et les tâches de la Banque nationale.

En décembre de l'année dernière, l'initiative Monnaie Pleine a abouti avec environ 110'000 signatures. Ces signatures ont été récoltées sans l'aide d'aucun parti ni d'aucune autre organisation et sans sponsors. L'aboutissement de l'initiative est déjà en soi quelque peu sensationnel. Ces signatures sont à notre avis un indice clair du malaise largement répandu que suscite le système financier actuel.

Je subdiviserai mon explication en trois sous-parties : le contenu, le contexte et la mise en œuvre de l'initiative Monnaie Pleine.

A) Que veut l'initiative Monnaie Pleine ?

1. Nous voulons que tout l'argent – y compris l'argent électronique – soit produit par la BNS et non seulement l'impression des billets de banque.
2. Nous voulons que les banques ne puissent que prêter de l'argent et non plus le créer elles-mêmes. Les banques resteraient néanmoins compétentes pour l'octroi des crédits, le trafic des paiements et la gestion de patrimoines. Nous ne voulons pas étatiser ni les banques ni l'octroi des crédits.
3. Les banques devront administrer l'argent de leurs clients de façon fiduciaire uniquement. Nous voulons des comptes sur lesquels l'argent soit sûr. Ils doivent être gérés exactement comme un dépôt de titres, en dehors du bilan de la banque. Ceci afin que le trafic des paiements soit sûr et que le danger lié aux faillites bancaires soit écarté. Les problèmes du TBTF seront ainsi résolus, parce que les conditions indispensables pour les combattre seront réunies.

B) Pourquoi voulons-nous la monnaie pleine ?

La monnaie pleine repose sur deux convictions fondamentales :

1. Il y a plus de 100 ans, la Banque nationale a obtenu le droit exclusif de mettre en circulation les pièces, les billets et toute autre monnaie fiduciaire. Selon la lettre de notre Constitution, ce droit devrait être aujourd'hui étendu à l'argent électronique, devenu entre-temps bien plus important. Pouvoir disposer de sa propre devise est une des missions centrales de l'Etat. Pourtant, la Banque nationale ne peut pas aujourd'hui exercer une influence suffisante sur la masse monétaire, dès lors que 90 pourcent des moyens de paiement sont produits par des banques privées, qui poursuivent d'autres intérêts que l'intérêt général imposé à la Banque nationale par son mandat légal.

Ce privilège accordé aux banques a contribué à ce que l'économie financière acquière la puissante position qu'elle a aujourd'hui. Les problèmes qui en découlent sont bien connus : détériorations conjoncturelles récurrentes, crises financières et bancaires, endettement, etc... Avec un système de monnaie pleine, nous donnons enfin à la BNS la possibilité de maîtriser effectivement la masse monétaire et de ne plus juste intervenir après coup en mettant des réserves à disposition des banques. Que notre Banque nationale ait de meilleures possibilités de mener sa politique monétaire est une des préoccupations principales de l'initiative Monnaie Pleine.

2. Aujourd'hui, la plus grande partie de l'argent, produite sous forme scripturale par les institutions bancaires, est toujours liée à la création d'une dette. Cette association entre l'argent et le crédit, ou la dette, est inutile et dangereux. Comment freiner l'augmentation de l'endettement d'une société, ou même rembourser les dettes, lorsqu'il faut toujours plus d'argent mais que cet argent ne peut être créé qu'en créant en même temps de nouvelles dettes ? Quels sont les dangers que cela peut entraîner en cas de récession ? Notre système monétaire contribue-t-il au développement de la démocratie ou encourage-t-il celui de la ploutocratie ? Quelles conséquences aura ce surendettement sur la répartition des revenus et de la fortune ?

C'est un fait que la Suisse maintient sa dette publique sous contrôle. C'en est un autre – dont on se détourne volontiers – qu'elle possède l'un des niveaux d'endettement privé les plus élevés au monde. La monnaie pleine montre que l'argent peut aussi être créé sans dettes.

L'idée que l'argent doit être couvert par quelque chose, fût-ce par des dettes, s'est avéré de nos jours n'être qu'une pure théorie sans aucune relevance pratique. Par quoi sont couverts les billets de la Banque nationale ? Les billets sont au passif du bilan de la BNS et à l'actif se trouvent de l'or et surtout des placements en devises principalement sous forme d'obligations. Peut-on aller échanger ses billets à la BNS ? Peut-être contre de l'or ? Non, l'obligation d'échange a été abandonnée depuis longtemps. Ou alors contre des devises ou des obligations étrangères ? Pas plus.

La prétendue couverture est donc une illusion, elle n'a aucune signification pratique. Pourtant nous pouvons échanger nos billets dans les magasins contre du pain et de la viande, nous pouvons les utiliser pour régler des dettes et payer nos impôts. Tout cela repose sur la confiance et l'acceptation générale, et non pas sur une couverture théorique. La vraie couverture de l'argent prend son assise dans une économie productive, un Etat stable et un ordre juridique opérationnel. Nous n'avons pas besoin de dettes pour produire de l'argent fiable. La séparation entre argent et crédit est un autre point central de l'initiative Monnaie Pleine.

C) L'initiative Monnaie Pleine peut-elle être mise en œuvre à un niveau national ?

L'initiative n'est pas le fruit de quelques naïfs idéalistes, mais elle est fondée sur des décennies de travail mené par de prestigieux économistes. Le Prof. Brunetti, l'un des principaux conseillers du Conseil fédéral a dit : « La plupart des économistes diront qu'un système de monnaie pleine peut en principe fonctionner. Mais le grand problème c'est "how to get there" (comment y arriver). Si l'on pouvait construire la monnaie pleine sur une plaine verte, ce serait certainement une variante imaginable. »

Il poursuit en disant que les problèmes de la mise en œuvre seraient trop grand par rapport à ses bénéfices. Et que nous devons continuer sur le chemin de la réglementation actuelle.

A ce propos, je souhaite faire les remarques suivantes :

1. Dire qu'un système de monnaie pleine pourrait en principe fonctionner est un euphémisme. Il n'y a aucun doute qu'il puisse fonctionner, et même fondamentalement mieux que le système actuel. Une étude du FMI le confirme fermement.
2. On ne peut pas non plus dire que la monnaie pleine soit quelque chose de totalement nouveau. Nous l'avons de façon partielle depuis fort longtemps : nos pièces et nos billets sont déjà de la monnaie pleine depuis des décennies et en ce qui concerne les pièces, les gains qui résultent de leur création alimentent déjà aujourd'hui les caisses de la Confédération.

La réforme Monnaie Pleine ne fait qu'étendre le monopole actuel à l'argent électronique. D'un point de vue technique, l'argent scriptural "privé" sera exclu et remplacé par de l'argent scriptural "public". Exactement le même processus s'est passé il y a une centaine d'année lorsque les billets des banques privées ont été exclus, puis remplacés par les billets de la BNS. Le système financier ne s'est alors pas effondré, mais il est devenu au contraire fondamentalement plus stable. Même la phase de transition, dès lors qu'elle est bien contrôlée, apportera plus d'avantages que d'inconvénients.

3. La monnaie pleine correspond à l'idée traditionnelle du commerce bancaire. Les clients particuliers ne verront à peine la différence et aucune conséquence négative pour les banques ou la place financière suisse n'est à attendre, car la Banque nationale disposera de différentes possibilités pour mener la transition.

Contrairement à de nombreuses craintes, l'initiative Monnaie Pleine n'est pas une révolution et encore moins une menace pour la prospérité suisse. La révolution du secteur bancaire ne vient pas de l'initiative Monnaie Pleine, mais du développement technologique. Il est d'autant plus important que l'Etat récupère sa souveraineté sur l'argent.

Savoir si les risques de la conversion seront plus importants que les risques du système actuel reste à discuter. Toujours est-il que depuis la dernière crise financière et les expérimentations instantanées qui ont suivi en matière de politique monétaire, de larges couches de la population ont perdu confiance en notre système actuel.

Je résume :

1. Monnaie Pleine signifie que la Banque nationale reçoit entre ses mains la totalité de la création monétaire afin qu'elle puisse avoir effectivement le contrôle de la masse monétaire. Il s'agit d'une de ses tâches fondamentales.
2. Monnaie Pleine ne signifie pas que seul l'argent liquide soit à l'abri des crises, mais qu'aussi tous les moyens de paiement électroniques le soient, dans un système de trafic des paiements résistant aux crises.
3. La mise en place de la monnaie pleine se fera sous la direction de la Banque nationale. Celle-ci contrôlera l'entier du processus, sans qu'aucun pas ne soit irréversible, et gardera en tout temps sa totale capacité d'agir.

D) Conclusion

Nous nous réjouissons que la BNS, par une information objective, contribue à une discussion loyale sur notre conception du système monétaire. En revanche, nous espérons qu'en ce qui concerne les appréciations politiques et les questions fondamentales, la BNS se souviendra du discours prononcé par son président lors de la Journée d'Uster 2014. En parlant de l'initiative Monnaie Pleine, Monsieur Jordan disait alors qu'à de telles questions fondamentales « il n'appartient en dernier ressort pas à un représentant de la Banque nationale de répondre, mais aux citoyens qui vont voter. Ils ont le dernier mot dans notre démocratie... et c'est bien ainsi. »

Dans ce sens, nous souhaitons vous inviter, en tant qu'actionnaires, citoyens et citoyennes, à vous informer sur la proposition de l'initiative Monnaie Pleine et à vous en faire votre propre jugement. A cet effet nous mettons volontiers notre matériel d'information à votre disposition.

Je vous remercie de votre attention.